

LA *Grande Relève*

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE PROPAGANDE POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR **Jacques DUBOIN**

REDACTION et ADMINISTRATION : 88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

LES LECTEURS ONT DROIT A LA VERITE

par **M.-L. DUBOIN**

« La Grande Relève » revient de très loin. Et elle n'est pas encore tout à fait sauvée d'une entreprise délibérée d'en suspendre définitivement la publication. Le dernier numéro (737, de juillet dernier) était prêt, chez l'expéditeur (l'entreprise « La Quotidienne », 37, rue du Chemin Vert à Paris) pour être envoyé à temps de façon à ce que les abonnés l'aient avant les grands départs en vacances.

Mais pour empêcher à tout pris cette expédition, les journaux ont été purement et simplement substitués chez le routeur ! Nous avons été obligés d'envoyer par nos propres moyens la totalité (insuffisante) des « bouillons ». Ainsi la plupart des abonnés ont reçu un exemplaire, même si c'est, hélas !, avec un mois de délai.

En leur exprimant ici nos excuses pour ce retard, je crois que je ne peux pas cacher aux lecteurs la vérité, car ils y ont droit, aussi invraisemblable qu'elle apparaîtra peut-être à certains.

..

Qui veut supprimer la « Grande Relève », comment et pourquoi ?

Qui ? Celui qui l'avait accaparée progressivement, après que Jacques Duboin ait renoncé, vu son âge et le déclin de ses forces, à en rédiger l'éditorial : Charles Lorient.

Comment ? D'abord très adroitement. Charles Lorient est venu tout simplement se joindre à l'équipe de rédaction formée entre autres de : Marcel Dieudonné, Madame Wittwer, Marcel Dubois, Raymond Meurisse, le général Lasserre, etc... Puis, se substituant délibérément à Madame Euvrard qui assurait alors la liaison entre cette équipe et J. Duboin, C. Lorient est intervenu pour se faire envoyer à son domicile personnel les textes destinés au journal. Il a ainsi fait office de rédacteur en chef

et s'est permis, à ce titre, diverses censures qui n'ont pas toujours été appréciées par les rédacteurs. La plupart de ceux-ci ont réagi en cessant leurs envois. Les autres ont ensuite été « mis à la retraite » du journal par le nouveau maître.

Cette manœuvre aurait pu être explicable si elle avait été destinée à renouveler l'équipe de rédaction en la rajeunissant. Mais il faut se rendre à l'évidence que telle n'était pas l'intention de son auteur. Aucune équipe n'a été reconstituée et ceci explique pourquoi les derniers numéros contiennent tant de reproductions d'articles parus auparavant dans différents périodiques, avec parfois plusieurs années d'intervalle.

La mort du fondateur du journal a posé la question de sa succession. Jacques Duboin a laissé à ce sujet un testament incontestable mais qui ne correspondait pas aux vues de C. Lorient, qui s'est, par conséquent, opposé à sa publication. Et pour être sûr qu'il ne pourrait être publié dans le numéro spécial consacré à la vie et à l'œuvre de J. Duboin (qui devait être le n° 736 de juin), celui qui se prétend son successeur décida tout simplement qu'il n'y aurait plus de « Grande Relève ». Et il fit tout pour cela.

Ni ma Mère ni moi ne pouvions accepter que les dernières volontés de mon Père soient ainsi bafouées, ni même que soient détournés le montant des abonnements en cours et les sommes versées à la souscription « Pour que vive la Grande Relève ». Cette attitude révoltante était indigne de ceux à qui J. Duboin a tant apporté.

Il restait alors TROIS JOURS pour rédiger un numéro, à temps pour être distribué avant le 1^{er} août. Ce court délai ne nous permettait pas de faire appel à tous ceux qui, bien que disposés à nous aider, n'étaient au courant de rien et pour la plu-

part, loin de Paris. De plus, Charles Lorient, par lettre recommandée et sous peine de me poursuivre en Justice, me fit toute une liste d'interdictions : « en aucun cas, le journal ne peut se référer au M.F.A..., il ne peut être question de porter mention du siège du M.F.A..., ni de toute rubrique « Vie du M.F.A. » ou « Vie des G.S.E.D. », etc... ».

Tout en estimant ceci absurde, nous avons préféré, dans l'immédiat, en tenir scrupuleusement compte pour éviter un procès aussi stupide qu'inutile. Avec toutes ces difficultés à surmonter, sortir le numéro était une gageure. Nous avons réussi, à quatre. Et nous nous réjouissions déjà d'avoir tiré La Grande Relève d'un mauvais pas.

C'était, hélas ! sous-estimer la détermination de C. Lorient ! Celui-ci n'hésita pas à aller chez le routeur et, par intimidation, à se faire remettre les journaux prêts à partir.

Et ce n'est pas tout. Il n'hésita pas plus, en même temps, à m'intenter un procès au nom (?) et aux frais du M.F.A., en demandant au Tribunal de Paris de mettre le journal sous séquestre ! Le procès en référé fut fixé au 6 août. Il était ainsi définitivement exclu que le journal soit distribué dans les délais.

Bien entendu, Charles Lorient fut débouté de sa demande absolument sans fondement. Ce jugement a confirmé mon droit de diriger la rédaction de « La Grande Relève ». Le Juge lui intima même l'ordre exprès de restituer au plus vite les journaux qu'il avait osé emporter, sous peine d'être poursuivi pour vol.

Que croyez-vous qu'il fit ? Aussi incroyable que cela soit, le 25 août les journaux n'étaient toujours pas rendus. Nous ne disposions donc que des « bouillons », prévus comme à l'habitude aux fins de propagande. C'est pourquoi nous avons entrepris de les expédier, découpant et rédigeant les bandes d'envoi à la main, et en les affranchissant au tarif fort car nous ne pouvions pas ainsi bénéficier du tarif réduit attribué au routeur. Comme devoir de vacances, ce ne fut ni agréable, ni rapide, ni économique. De plus, nous n'avons pas eu assez d'exemplaires pour tous les abonnés.

••

Reste la troisième question : pourquoi ? Charles Lorient l'a annoncé lui-même incidemment au Comité Directeur du M.F.A. : il veut lancer SON propre journal. Il n'est pas encore bien fixé sur le titre. Aux dernières nouvelles ce serait soit « Feu Vert », en reprenant ainsi celui de J. Godeau, soit « Tous Ensemble ». Ce journal ne ressemblera pas à La Grande Relève, telle que l'a conçue et si bien maintenue pendant plus de quarante ans Jacques Duboin. Ce qui devrait pourtant prouver que la formule était bonne. Non. D'après les termes mêmes de D. Rochereau, c'était un « torchon ». Le nouveau journal doit être l'organe de ralliement de

tous les groupuscules que C. Lorient a entrepris de réunir, espérant ainsi devenir, probablement, le leader incontestable des contestataires. Et s'il y parvient avant les prochaines élections présidentielles... qui sait ? Il aurait su faire tellement mieux que R. Dumont !

*
**

Je ne voudrais dissuader qui que ce soit d'entreprendre un travail utile. Et si C. Lorient croit qu'un nouveau journal est nécessaire à rassembler les diverses associations auxquelles il s'intéresse, qu'il entreprenne de le lancer, avec ses amis. C'est son affaire. Mais attention : que ce ne soit pas « La Grande Relève » qui en fasse les frais ! Ses abonnés et tous ceux qui versent à la souscription « Pour que vive la Grande Relève » n'accepteraient pas que leurs versements soient détournés. Et on n'a pas idée de décider ainsi de les mettre devant le fait accompli ! D'autre part, La Grande Relève, sous sa forme originelle, avait fait ses preuves. Elle a survécu même à la dernière guerre. Combien d'autres périodiques d'opinion ont réussi ce tour de force ? La Grande Relève avait su garder une large audience, compte tenu de son domaine très spécifique. Elle peut encore faire un travail utile de propagande pourvu qu'elle s'ouvre plus largement à tous ceux qui sont prêts à agir pour un avenir meilleur, plus intelligent, mieux adapté aux moyens de notre époque, en un mot à tous ceux qui veulent continuer l'œuvre impulsée par son fondateur. Les conditions économiques, mieux que jamais encore, nous donnent raison. Ce n'est pas le moment d'abandonner le meilleur outil de propagande que nous possédons. C'est au contraire celui de consacrer un maximum d'efforts pour en augmenter la diffusion.

••

L'union faisant la force, il est évident que nous aurions tout à gagner d'un rassemblement des contestataires, à condition bien sûr, que celui-ci se fasse dans le but de réclamer avec nous l'économie distributive. car c'est à notre avis la seule façon de mettre fin aux contraintes absurdes et nuisibles de la société contestée par ces groupuscules. Malheureusement, l'expérience que me donnent mes contacts professionnels avec les étudiants, me fait prévoir deux gros écueils à ce ralliement. Le premier résulte d'un défaut dont ces jeunes n'ont hélas pas le monopole : ils ne sont pas enclins à prêter attention à d'autres façons de voir que les leurs. Leur refus de certains aspects de la société constitue pour eux un préalable à l'élaboration d'un programme de société. Ainsi ne sont-ils pas prêts à écouter des propositions constructives. Le second obstacle provient d'une qualité qui compense largement ce défaut et que C. Lorient a bien tort de sous-estimer : c'est leur refus de se laisser

guider. On n'impose plus, surtout depuis Mai 68, son point de vue, si bon soit-il, aux jeunes. Et je crois que les moins jeunes ont eu l'exemple du fascisme pour comprendre les dangers qu'il y a à confier le destin d'une société, quelle qu'elle soit, à un leader, fut-il un meneur de foule, prodigue en mirifiques promesses. Ce besoin de juger, de décider, de fixer soi-même son programme est un incontestable progrès. Ceci explique que les associations que C. Lorient veut rassembler, entendent chacune conserver le droit à l'autodétermination de ses buts et de ses méthodes. Ainsi leur réunion ne peut-elle venir que d'elles-mêmes et personne ne doit espérer la leur imposer, fut-ce avec les meilleures intentions du monde.

..

Ce désir de juger par soi-même en refusant toute pression se situe parfaitement dans la ligne que doit suivre notre action de propagande. Ceux qui ont vraiment compris le message humaniste de Jacques Duboin savent bien qu'on ne saurait présenter l'économie distributive comme on lance un nouveau produit sur le marché, ou comme le programme trop précis d'un nouveau parti politique ou d'un nouveau syndicat. Notre action se situe sur un autre plan parce qu'elle répond à un besoin bien plus fondamental. Elle consiste d'abord et avant

*L'illustration de ce texte
a été portée page 9*

tout à aider nos contemporains à comprendre l'absurdité économique dans laquelle ils vivent et, pour cela, il leur faut s'affranchir de bien des idées reçues ou inculquées dans un but intéressé. Nous n'avons pas mieux à faire que de les aider à démolir un mur de préjugés qui les entoure, les submerge et les aveugle. Car nous savons bien que lorsqu'ils seront arrivés à voir les choses de leurs propres yeux, à juger par eux-mêmes et à chercher en toute objectivité quel est le régime économique qui est le mieux adapté à notre époque et à nos moyens, ils n'auront plus aucun mal à comprendre l'économie distributive. Nous pourrions alors la leur présenter comme une suggestion, en les laissant libres d'imaginer mieux. Et nous sommes libres de douter qu'ils y parviennent !

..

Que faut-il pour contribuer efficacement à cette véritable libération des esprits ?

D'abord un gros effort personnel et certaines

qualités : de la psychologie pour deviner les blocages de l'interlocuteur : elle s'acquiert avec l'expérience ; du bon sens : c'est, dit-on, la chose du monde la mieux partagée ; de la persévérance : la certitude de faire œuvre utile et la preuve quotidienne que nous sommes sur la bonne voie nous l'apportent.

Et puis il nous faut à tous l'outil exactement adapté qu'était et que doit redevenir la « Grande Relève » : ses colonnes doivent nous apporter le soutien théorique, la documentation qui nous permet d'actualiser nos arguments, et le moyen de concerter nos efforts.

Alors ne jetons pas le manche après la cognée !

VIE DU M.F.A

Le Comité Directeur ne nous a fait parvenir aucun texte pour publication dans ce numéro. Mais le Trésorier, Elie Pizzoli, tient à publier les comptes dont lui-même et Mme Euvrard étaient responsables ; voici donc le bilan correspondant à la période qui va de la mort du Président-Fondateur jusqu'à l'odieuse éviction de la secrétaire chargée de l'administration. Ce bilan a été adressé au vu des relevés du compte chèque postal MFA 918-66 Paris, car ni le trésorier ni la secrétaire n'avaient accès à tout autre caisse que ce soit.

Situation financière du 18 Mars 1976 au 19 Juillet 1976 :

RECETTES :

Abonnements à la Grande Relève	10 115,00
Cotisations au M.F.A.	4 940,00
Souscription « Pour que vive la G.R. »	3 269,00
Souscription « Tous Ensemble »	320,00
Souscription « Achat d'un local »	250,00
Pour location de salle	50,00
Vente de bouillons de la G.R.	503,00
Vente de livres	358,50
Divers, à disposition	472,33

Total des recettes 20 277,83

DEPENSES

Impression de la Grande Relève	9 522,00
Routage et expédition	2 264,08
Loyer du siège	1 970,44
Salaires et charges sociales	6 013,20
Affranchissements	1 095,13
Remboursements à C. Lorient	8 416,19
Répondeur téléphonique	3 339,92
Provision pour fête « Tous ensemble »	2 500,00
Location salle Assemblée Générale	800,00
Compte d'attente	17,20

Total des dépenses 35 938,16

RECAPITULATION

Solde au C.C.P. le 18 Mars 1976	42 417,13
Recettes	+ 20 277,83
Dépenses	- 35 938,16
Solde au C.C.P. le 19 Juillet 1976	26 756,80

Certifié conforme à nos livres

E. PIZZOLI
Trésorier du M.F.A.

INITIATIVES

L'émission de Louis Bériot, sur France Inter, « Questions pour un Samedi », était consacrée le 18 septembre à l'inflation.

Les questions posées par les auditeurs témoignaient du grand désarroi des Français devant ces questions financières.

Les auteurs de cette émission m'ayant semblé faire preuve d'objectivité, j'ai passé, moi aussi mon message au téléphone : « Pourquoi vouloir juguler l'inflation ? Celle-ci est inhérente au système : d'une part on cherche toujours à augmenter la production, d'autre part, on emprunte pour investir. Quand on emprunte, il faut rembourser plus qu'on a reçu, pour faire vivre la banque, donc il faut produire plus, vendre plus cher et c'est le cycle infernal. Il n'y aurait qu'un moyen de faire suivre le pouvoir d'achat, à ce même rythme : suppri-

mer la monnaie actuelle et distribuer une nouvelle monnaie, non thésaurisable celle-là, créée proportionnellement à la production et ne servant qu'une seule fois pour l'acheter ».

Ce message n'est pas passé sur l'antenne. Censure ?

M.M.

Nous venons d'apprendre avec une grande tristesse la mort d'un vieil ami, Maître Palvadeau. Adeptes de longue date de l'économie distributive, il nous a apporté sans cesse son aide efficace et discrète. C'est lui, par exemple, qui offrait de donner des consultations juridiques gratuites aux lecteurs de la **Grande Relevé**. Il y a tout juste un mois, avant qu'une maladie cardiaque le terrasse, il nous a encore prouvé son appui en nous aidant de ses conseils, et formulait des projets. Nombreux seront les lecteurs qui, se souvenant de lui, s'associeront avec nous au chagrin de sa famille.

M.L. D.



Notre bonne presse ne cesse de nous vanter les mérites et les performances économiques de la République Fédérale Allemande mais nos brillants économistes passent sous silence un phénomène gênant pour la validité des théories savantes (scientifiques, disent-ils !) qu'ils professent : le nombre de chômeurs continue d'augmenter en R.F.A. malgré la hausse de la production (2,6 % de chômeurs en plus en juin 1976 pour une progression industrielle de 1 % le même mois).

Selon les experts de l'O.C.D.E., l'expansion allemande doit se poursuivre, mais cette croissance économique ne permettra pas de réduire sensiblement le chômage ; la persistance probable d'un chômage

relativement important est l'un des problèmes les plus préoccupants que les responsables de la politique économique aient à résoudre.

Qui parmi les économistes français ou allemands s'apercevra le premier qu'il s'agit là d'un phénomène normal dû aux progrès technologiques ?

Si les Français n'arrivent pas les premiers ils sont inexcusables : ils disposent depuis longtemps des œuvres de J. DUBOIN !

Il va falloir les traduire en Allemand pour aider nos bons voisins à y voir plus clair.

Depuis le début de l'été l'on n'entend parler que de la sécheresse et de ses conséquences sur le revenu des agriculteurs. Le Gouvernement s'est engagé à maintenir le revenu des agriculteurs au moins au niveau de 1975.

Bravo, c'est un premier pas vers l'Economie Distributive !

Mais les marchands de parapluies et d'imperméables se plaignent, eux aussi, d'avoir moins vendu que lors des étés précédents et réclament des compensations.

Il faut, bien sûr, les leur accorder.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Il ne faut pas que le Gouvernement se borne à aider les seuls agriculteurs et marchands d'imperméables ; il doit aussi assurer un pouvoir d'achat constant à toutes les autres catégories sociales du Pays, sans oublier les étu-

dants, les retraités, les handicapés, les personnes du troisième âge, etc...

Tout cela coûte fort cher, direz-vous. C'est vrai, mais nous avons les moyens de payer : savez-vous que le montant des capitaux français « réfugiés » dans les coffres suisses s'élève à 390 milliards de nouveaux francs ?

De quoi assurer de substantiels revenus aux chômeurs et agriculteurs victimes de la sécheresse !

Dans « France-Soir » du 11 septembre 1976 : « Au menu de BARRE et PINAY des recettes pour faire baisser les prix ».

Nous voilà rassurés : si M. Barre suit l'exemple de M. Pinay nous sommes sauvés : l'inflation est morte, une fois de plus !

Tout le monde se souvient en effet de la façon dont les prix baissèrent lors des passages de M. Pinay dans divers gouvernements de la IV^e ou de la V^e République. Sa meilleure trouvaille est sans conteste celle qui, en 1960, a consisté à diviser les prix par 100. Malheureusement, M. Pinay divisa aussi les revenus par 100 ; ce qui ne changea rien à rien.

Soyez sérieux, MM. de « France-Soir », et dites-nous plutôt de combien ont augmenté les prix en francs constants depuis le dernier passage de M. Pinay dans un gouvernement.

J.-P. MON

Au moment où nous mettons sous presse, M. Raymond Barre garde encore jalousement inédit son secret pour juguler l'inflation. Nous ne pouvons donc pas le commenter dans les détails. Mais à quoi bon ? Nous savons bien qu'on n'arrête pas l'inflation parce qu'on n'arrête pas le progrès. A moins de changer la définition de la monnaie, précisément pour la lier directement à la production.

Voici comment Jacques DUBOIN expliquait l'inflation, il y a 17 ans, dans son Bulletin économique « Réflexions d'un Français moyen », en octobre 1959. Quelle actualité pourtant !

L'INFLATION A TOUJOURS ÉTÉ NÉCESSAIRE

Quand M. Pinay se félicite d'avoir jugulé l'inflation, on suppose qu'il s'imagine qu'elle était devenue très dangereuse. S'il a pu la vaincre si facilement, c'est qu'elle ne l'était pas. Elle ne le devient, en effet, que si le pays souffre d'une pénurie de marchandises à vendre : les consommateurs se les disputent alors, et s'il y a trop d'argent en circulation, les prix montent en flèche ! On s'en est bien aperçu pendant la guerre lorsque la pénurie donna naissance au marché noir.

Mais qui peut soutenir que la France manque aujourd'hui de produits ? Si c'était le cas, les producteurs dépenseraient-ils des milliards en publicité ? S'efforceraient-ils d'écouler leurs stocks à crédit ?

Rappelons que l'inflation monétaire, c'est-à-dire l'augmentation rationnelle des moyens de paiement, a toujours été une impérieuse nécessité dans les pays dont l'économie est en expansion. En se développant, les échanges exigent plus de monnaie pour s'effectuer facilement. Et la monnaie ne tombant jamais du ciel, il faut bien qu'on la fabrique...

Je répète que toutes les monnaies du monde n'ont jamais cessé de se déprécier au cours de l'Histoire, les nations ayant toujours été obligées de les dévaluer pour satisfaire les besoins d'une économie qui progressait et d'une population qui augmentait. Aucune monnaie n'a échappé à cette nécessité, même celles qui étaient en or et en argent ! Elles font aujourd'hui figure de monnaies idéales en raison de leur prétendue stabilité ! Quelle erreur, le petit lingot qui leur servait de gage n'a jamais cessé de s'amenuiser !

D'abord, la monnaie précieuse n'échappait pas à l'inflation, car, des mines d'or et d'argent, on extrayait chaque année du minerai dont la plus grande partie servait à frapper de la monnaie, ce qui augmentait le stock des pièces en circulation. Ensuite, cette inflation était encore insuffisante pour les besoins de la production et de la consommation, puisque les Rois procédaient à de multiples dévaluations monétaires que les économistes appellent des mutations.

Prenons l'exemple de notre franc, fils de la livre-tournois, et petit-fils de la livre carolingienne. Cette aïeule était en argent et pesait 491 grammes. Au XII^e siècle, la livre carolingienne est devenue la livre-tournois qui, sous Philippe-Auguste, ne pesa plus que 84 grammes.

Sous Jean-le-Bon (5 déc. 1360), on frappa une monnaie nouvelle, baptisée franc, qui pesa 3 grammes 88 milligrammes d'or fin.

Quant à la livre-tournois, elle continua de fondre, car, sous Louis XVI (1786), elle ne pèse plus que 4 grammes 1/2 d'argent.

Enfin une livre tournois (augmentée de 3 deniers) se transforma, le 27 mars 1803, en franc de Germinal

an XI, dont le poids en argent était de 4 grammes 1/2, et en or de 290 milligrammes.

Que les pièces fussent en or ou en argent, les Rois de France les ont toujours dévaluées par le même procédé : ils décidaient que telle pièce d'or qui vaut 6 francs en vaudra désormais 24, et celui qui devait verser 4 pièces pour s'acquitter d'une dette, n'en versera plus qu'une seule qui s'appellera une pièce de 24 francs. Toutes les nations européennes en ont ainsi usé : on changeait la valeur numérique des monnaies.

De la Révolution française à 1914, le franc de Germinal an XI se déprécia à nouveau d'environ 60 %, mais la première guerre mondiale enterra définitivement toutes les monnaies précieuses : l'or et l'argent ne circulant plus dans aucun pays civilisé. Désormais c'est la monnaie de papier (billet de banque) et la monnaie bancaire (purement comptable) qu'on utilise absolument partout. Les échanges se sont alors intensifiés beaucoup plus rapidement qu'autrefois.

Est-il utile d'ajouter que la monnaie, sous ses deux nouvelles formes, continua de se déprécier de plus belle ?

Pour abréger, n'examinons que la période contemporaine de janvier 1940 au 30 juin 1959 (19 années 1/2). Voici les nations dont la monnaie fut dévaluée de plus de 90 % :

Israël	90 %
France	91,2%
Turquie	91,6%
Espagne	93,3%
Allemagne fédérale	94,3%
Argentine	94,8%
Italie	96,8%
Chili	97,1%
Autriche	97,3%
Paraguay	97,6 %
U.R.S.S.	98,3%
Allemagne de l'Est	98,3%
Tchécoslovaquie	98,7%
Japon	98,9%
Indonésie	99 %
Albanie	99,5%
Bolivie	99,7%

La France, on le voit, n'est pas la nation qui cède le plus à la « facilité »...

Toutes les autres nations dévaluèrent leur monnaie de 10 à 90%, à l'exception d'un tout petit nombre dont la politique financière, empreinte d'une grande sagesse, leur a permis de maintenir, sans défaillance, la stabilité monétaire.

Ce sont : La République Dominicaine, le Salvador, le Guatemala, Haïti, Honduras, Libéria, Panama, et le Venezuela.

On pourrait ajouter les Etats-Unis à condition de ne pas oublier que le dollar s'est déprécié d'un peu plus de 60% depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faudrait donc finir par reconnaître que la dévaluation des monnaies est une conséquence du progrès économique. Elle favorise les débiteurs en leur permettant de se libérer en donnant une valeur moindre que celle qu'ils ont reçue. En apportant ainsi la libération

des vieilles dettes, elle agit comme l'abaissement du taux de l'intérêt, ou, si l'on préfère, comme un amortissement du capital.

Sans la dépréciation continue des monnaies, comment les Etats, qui sont les gros débiteurs du monde, pourraient-ils s'acquitter de leurs dettes dont le poids devient prodigieux ?

Inclinons-nous pourtant devant le fier courage de MM. Jacques Rueff et Antoine Pinay qui, par la vertu sublime d'une virgule, se proposent d'arrêter un courant dont l'origine remonte à l'invention des premières monnaies !

J. DUBOIN

LE COIN DES TÉLÉPHILES

Le 2 août, la télévision française a commencé à diffuser sur « Antenne 2 », à 18 h 15, une émission originale et qui s'annonce très intéressante, du producteur-réalisateur Armand Panigel, sur les « **Chroniques du temps de l'ombre** », véritable encyclopédie de la Résistance Française de 1940 à 1944, qui comprendra une série de trente films de 26 minutes se suivant quotidiennement, sauf le samedi.

Etant donné que lors des deux premières émissions, il m'avait été donné de constater deux lacunes qui me paraissaient regrettables, parce qu'elles concernaient deux faits historiques non négligeables, j'ai estimé devoir les porter à la connaissance de M. Armand Panigel.

Et cela, essentiellement, parce que l'un des événements oubliés m'autorisait à tenter d'obtenir que justice soit rendue à Jacques Duboin en démontrant que s'il fut un précurseur aujourd'hui connu dans le domaine de l'économie pour sa conception originale d'une ECONOMIE DISTRIBUTIVE — dont l'embryon se développe d'ailleurs sous la forme des allocations et indemnités diverses — **il fut un précurseur indiscutable, mais ignoré à la fois par les journalistes, les historiens (militaires et civils) et les responsables politiques**, dans le domaine de la défense nationale, **QUATORZE ANS avant le Général de Gaulle.**

Je vous donne ci-dessous la copie des lignes essentielles de ma lettre à M. Armand Panigel :

« Lorsque j'ai entendu, dans vos premières « chroniques des temps de l'ombre »,

— d'une part, la réflexion de M. Pierre Boutang sur l'impréparation de l'Armée française qui subit la défaite de Mai 1940 ;

— d'autre part, l'évocation de l'attaque de la flotte française de Mers-el-Kebir par la flotte anglaise, le 3 Juillet 1940, **je me suis pris à regretter vivement de n'avoir pas porté à la connaissance de l'historien Henri MICHEL plus tôt que je ne l'ai fait, les**

deux témoignages précisés ci-après dont il aurait pu faire état, ainsi qu'il me l'a écrit.

Bien qu'il n'y ait guère de chance pour que vous soyez en mesure de les mettre à profit avant la fin de l'émission en cours, je crois devoir vous faire part des renseignements que j'ai communiqués à M. Henri MICHEL et de l'appréciation qu'il a portée sur mes témoignages.

Témoignage sur les responsables de l'impréparation des armées françaises à la veille de la guerre de 1939-1940.

C'est le 5 juillet dernier que j'ai écrit ce qui suit à M. Henri MICHEL :

« Comme j'ignore si vous avez eu connaissance en son temps (1922) — ou même après lorsque vous avez étudié les causes qui furent à l'origine de la déroute des armées françaises en juin 1940 — **de la séance de la Chambre des Députés du 14 mars 1922**, je n'hésite pas à vous faire parvenir la **copie du texte du discours que prononça le jeune et courageux député de la Haute-Savoie Jacques DUBOIN** lors de la discussion du projet de loi sur **l'organisation de la Défense Nationale** déposé par le gouvernement. Albert SARRAUT étant Président du Conseil et André MAGINOT ministre de la Guerre. Cette copie est constituée par les dix pages de l'appendice du livre de J. Duboin « LIBERATION » (économique) 2^e édition, de 1946. Ce texte a été vérifié par moi sur les pages 784 à 788 du Journal Officiel n° 30 du 15 mars 1922.

J'ai d'autant moins hésité à m'adresser à vous que peu de temps après l'émission des « Dossiers de l'écran » **du 3 juin 1970, sur la « Bataille de France »**, à laquelle il avait pris part, le **colonel LE GOYET, alors chef du service historique de l'Armée**, a eu avec moi un entretien au château de Vincennes, **au cours duquel il m'avoua ignorer l'événement que constituait le discours de Jacques Duboin à la Chambre des Députés le 14 mars 1922.**

Or. c'est en général la Chambre des Députés du **FRONT POULAIRE** de 1936 et les gouvernements de

l'époque qui ont été tenus pour responsables de la défaite de 1940. En fait, il apparaît à la lecture des réactions suscitées par les propositions de modernisation de l'armée faites par Jacques Duboin et restées sans suite (motorisation : création d'un corps de chars d'assaut), **que la responsabilité de l'impréparation de notre armée en 1940 INCOMBE avant tout à la Chambre des Députés de 1922, dite Chambre « bleu horizon » et au Président du Conseil Albert Sarraut ainsi qu'au ministre de la Guerre André Maginot.**

En m'accusant réception de mon envoi, M. Henri MICHEL m'écrivait le 6 juillet : « ces textes contiennent une information tout à fait neuve pour moi. Vous avez bien raison de souligner son importance ».

Aussitôt après la fin de la première partie de l'émission télévisée sur la Bataille de France, évoquée ci-dessus, j'avais demandé à M. Armand Jammot de profiter de la deuxième partie annoncée pour informer les téléspectateurs sur l'importance de la séance de la Chambre du 14 mars 1922 et la part de responsabilité qu'elle avait dans la défaite de 1940, mais il n'en a rien fait. Il n'a même pas eu la courtoisie de me faire accuser réception de ma lettre. C'est pourquoi, dans un article de « La Grande Relève » de janvier 1971, reprenant le titre d'un livre célèbre de PIERREFEU, je n'hésitais pas à affirmer avec force à l'adresse d'Armand Jammot, que « Plutarque a menti »... par omission.

A propos de cet article, nous rappellerons sommairement qu'au cours des débats qui suivirent la projection du film des « Dossiers de l'écran » de 1970, on avait fait observer avec raison, que **du fait de l'avance prise par l'Allemagne dans son réarmement, il était beaucoup trop tard en 1936 pour pouvoir espérer réaliser le projet de réorganisation de l'armée française présenté par Paul REYNAUD concu sur les bases des conceptions que le Colonel de Gaulle avait exposées en 1934 dans son livre au titre malheureusement mal choisi « Vers une armée de métier ».** Mais, assez curieusement, s'il n'était pas trop tard le 14 mars 1922, quatorze ans **avant** le projet DE GAULLE - PAUL REYNAUD de 1936, il était beaucoup trop tôt lorsque le jeune député Jacques Duboin eut le mérite et le courage d'affronter une Chambre des Députés en majeure partie hostile, pour s'efforcer de faire comprendre à ses collègues qu'il était temps de renoncer dans l'agriculture les chevaux de la cavalerie et de créer une armée moderne sur la base des conceptions nouvelles, nées de l'expérience de la guerre, qui avait été développées depuis la fin du conflit par celui qui fut, en 1915, le « père des chars d'assaut » : le Général ESTIENNE, sous les ordres duquel Jacques Duboin avait servi au front comme capitaine, après s'être engagé volontairement en 1914, alors qu'il était classé « réformé ».

A ceux de ses collègues qui l'interrompaient et

lui demandaient ce qu'il entendait par une armée moderne, il répondait : **« c'est une armée qui se reconnaît à l'odorat, elle sent le pétrole et ne sent pas le crottin. C'est une armée où le moteur mécanique joue le principal rôle ».**

Au cours des débats, le rapporteur du projet de loi, le Colonel Fabry, déclara : **« notre collègue Duboin peut apparaître ici, peut-être comme un précurseur, mais ce sera le seul reproche que l'on pourra lui adresser. Il va beaucoup trop vite ».**

On sait comment on alla par la suite si lentement dans la modernisation de l'armée qu'elle partit en guerre sans une seule division blindée véritable, mais avec de nombreuses divisions de cavalerie montée.

J'en viens maintenant à l'autre témoignage, celui de Mers-el-Kebir, qui fut d'ailleurs le premier dans le temps.

Le 10 août 1940, à ma table de restaurant de l'hôtel thermal, à Vichy, le Général de l'Armée de l'air BERGERET, qui arrivait de Turin où il était Président de la délégation française à la Commission d'armistice — et qui devait devenir peu après Secrétaire d'Etat à l'Air du gouvernement de Vichy — a déclaré ce qui suit que j'ai rapporté de Londres en mars 1943, puis à Alger en 1944 au juge d'instruction : **« Les boches (sic) ont cent pour cent de chances de gagner la guerre, c'est le moment pour la France de jouer la bonne carte, c'est-à-dire de faire la guerre à l'Angleterre avec les boches ».**

Un moment après il ajouta :

« L'ai accuis la conviction à Turin que l'affaire de Mers-el-Kebir a été voulue et montée par les boches qui ont réussi à faire croire aux Anglais que la flotte française était sur le point de sortir de sa base, ce qui devait inciter la flotte anglaise à l'attaquer ».

En me remerciant le 16 juin de mon témoignage, M. Henri MICHEL m'écrivait :

« Vos souvenirs rejoignent le compte rendu que l'Ambassadeur BULLITT a envoyé à ROOSEVELT le 1^{er} juillet 1940 (avant Mers-el-Kebir) d'une conversation qu'il avait eue avec Darlan à La Bourboule. Darlan avait déclaré que l'Angleterre était battue, que les Anglais étaient tellement lâches qu'ils capituleraient au premier bombardement ».

Général Robert LASSERRE.

L'impression et l'envoi du présent numéro épuisent totalement les premières sommes recues au nouveau compte, pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève » (liste page 8).

Tant que le journal ne pourra disposer des sommes versées pour sa publication au compte du M.F.A., nous ne pourrons le publier que si nous recevons d'autres versements au compte propre du journal dont nous rappelons ici l'intitulé :

LA GRANDE RELEVÉ - C.C.P. 13402.39 PARIS.
D'avance merci pour lui !

ETRANGER

MAO

Ce « géant du socialisme » a, par la violence et par une dictature sanglante, discipliné tout un peuple qui avait besoin plus de nourriture que de liberté et qui a été heureux de travailler durement, de lutter âprement et de marcher au pas sous la férule des adjudants du « Grand timonier », puisqu'ils pouvaient ainsi manger à leur faim, se vêtir d'uniforme et s'abriter sous un toit.

Sa révolution était indispensable et méritoire, faisant d'un peuple voué à la misère et aux épidémies, une nation en voie de développement.

Mais son action peut-elle être un enseignement pour un pays comme le nôtre, qui a dépassé depuis longtemps le stade de l'évolution maoïste du peuple chinois ? Aurait-il été capable d'améliorer le sort des Français ?

Le livre à la méditation des lecteurs quelques citations de Mao, matière à se livrer à toutes les exégèses, à la lueur de notre actualité.

— « La révolution n'est pas un dîner de gala. Elle ne se fait pas comme une œuvre littéraire, un dessin, une broderie. Elle ne peut pas s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme. C'est un acte de violence par lequel une classe chasse l'autre. Le pouvoir est au bout du fusil ».

— « Un communiste ne doit en aucun cas s'estimer infailible, prendre des airs arrogants, croire que tout est bien chez lui, et que tout est mal chez les autres ».

— « Les cadres jouent un rôle décisif dans les nations, et il faut en prendre grand soin ».

— « Les officiers et les soldats doivent obéir aux ordres dans tous leurs actes ».

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELÈVE »

SOUSCRPTION PERMANENTE

Liste des premiers versements effectués au nouveau C.C.P.

P.B, Paris-18° : 1 000 F.

Général Lasserre, Paris-15° : 100 F.

Joseph Pascal, Pourrières : 20 F.

Magdinier, Amélie-les-Bains : 1 000 F.

André Tardieu, Grenoble : 20 F.

Raymond Leroy, Amboise : 70 F.

Jean Maillot, Paris 18° : 250 F.

Merci à tous.

— « Moins de troupes, mais de meilleures, et simplifier l'administration ».

— « En ce qui concerne nos dépenses budgétaires, nous devons avoir pour principe l'économie ».

— « Ce qui compte réellement dans le monde, c'est d'être consciencieux ».

PORTUGAL : Les Socialistes au pouvoir.

M. Mario Soarès a annoncé le 9 septembre un certain nombre de mesures pour relancer la productivité et l'expansion au Portugal.

Evoquant la réforme agraire, la « gesticão rui-neuse » de certaines unités collectives, il a souligné l'intention de son gouvernement de ne pas laisser des considérations politiques « hypothéquer l'avenir de cette réforme » et sa décision de restituer les terres dont l'occupation n'a pas été légalisée.

Pour éviter « l'effondrement à bref délai », M. Soarès a insisté sur la nécessité d'un « travail dur et de la discipline » et manifesté l'intention de combattre l'absentéisme dans les entreprises nationalisées : il cite l'exemple des chantiers navals, entreprise de 10 000 ouvriers « soi-disant révolutionnaires » où 2 500 absences sont enregistrées chaque jour. Il a également critiqué la « furie revendicative » de certaines catégories de travailleurs stimulés par certains partis.

CUBA : Les privilèges.

En 1971, un pont aérien de trois jours autorisé par Castro permit aux opposants de quitter l'île. Cependant pour retenir les chefs d'entreprise, les ingénieurs, les intellectuels nécessaires à la réalisation du Plan, il eut l'idée, pas très idéologiquement marxiste, de créer ce qu'on appela les « salaires historiques » à leur intention. Certains de ceux-ci dépassent 2 500 pesos, soit 10 000 de nos francs par mois, en plus du logement dans l'une des somptueuses villas spoliées aux Américains.

Ces avantages en argent ne sont d'ailleurs pas uniquement accordés aux spécialistes d'un secteur économique, mais aussi aux zéloteurs les plus fidèles du régime.

Pour se faire une idée de ces avantages, il faut savoir que le salaire minimum garanti est de 833 pesos, soit à peu près 400 francs par mois, qu'un flacon de mousse à raser équivaut à un salaire moyen d'une semaine (ce qui explique peut-être le nombre des « Barbudos »), une paire de chaussures vaut 35 pesos, un imperméable 40 pesos.

Mais les Cubains ne payent pas d'impôt sur le revenu ; on se contente d'alimenter le budget par une cascade d'impôts indirects qui accablent tous les produits et services.

J. CARLESSE

COURRIER DES LECTEURS

REFLEXIONS D'UN ANCIEN EN REPONSE A L'APPEL DE LA LEGATAIRE DE « LA GRANDE RELEVÉ »

« La Grande Relève » de ces derniers mois avait désagréablement surpris les lecteurs assidus. Elle était devenue une caricature de ce qu'elle était du temps où son fondateur la dirigeait.

Elle s'était donné autrefois pour mission de « débourrer les crânes » mais non de leur asséner des coups de massues. La violence verbale y était exclue, ainsi que tous appels au désordre et aux épreuves de force, chers aux révolutionnaires de l'ère de la rareté.

C'est lorsqu'il n'y a pas assez de fourrage dans les rateliers que les ânes se battent. Nous ne sommes plus des ânes et nous regorgeons de réserves. C'est la mise à disposition de ces réserves et leur

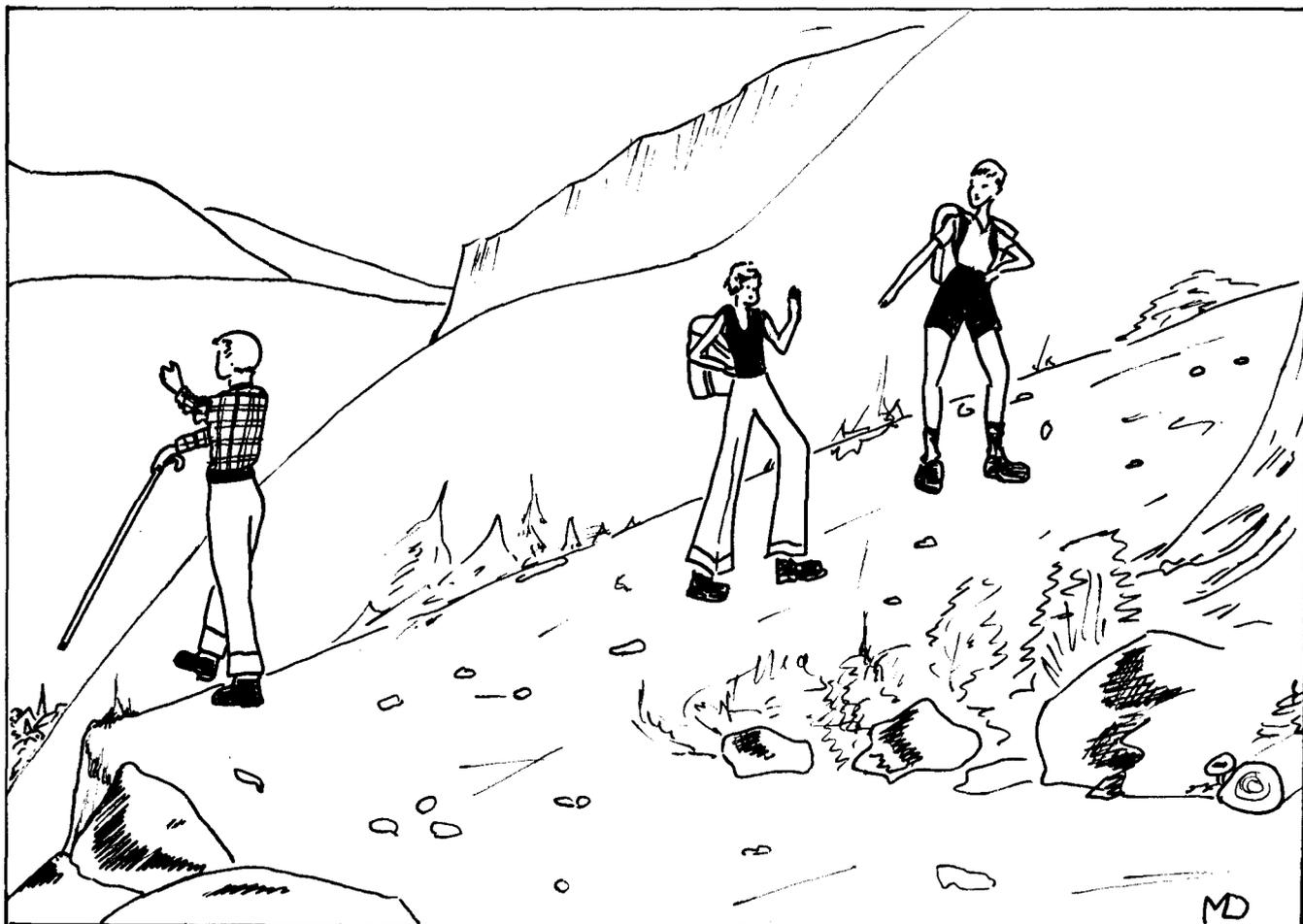
renouvellement qui doit seul retenir notre attention. Or ceux qui les détiennent se ruinent s'ils ne les distribuent pas à temps. Leur intérêt est donc lié à celui des consommateurs. Ce sont deux intérêts qu'il s'agit de concilier...

C'est cette vérité qu'avec Jacques Duboin nous avons diffusée tout azimut, avec un certain succès puisqu'elle porte déjà des fruits appréciables.

Il faut, en effet, convenir que la société actuelle est loin de ressembler à celle des années 30 et encore moins à celle des précédentes.

On nous a traités d'utopistes mais on a été contraints de glaner dans notre utopie ce qu'il était pressant d'utiliser.

C'est ainsi que notre Revenu Social est entré timidement dans les mœurs sous la forme de congés payés, de retraites ouvrières, d'allocations familiales, de sécurité sociale, d'allocations de



Ici, un aveugle va droit vers le précipice.

Là, des jeunes gens, sur le bon chemin, hésitent à marcher main dans la main.

QUI FAUT-IL AIDER?

chômage et de logement, de journées chômées et payées, etc...

Mais tous ces avantages se traduisant par des charges, incluses dans les prix, enchérissent la vie et justifient les demandes d'augmentation des revenus. Et c'est à nouveau le cercle infernal des salaires et des prix...

Et pourtant l'abondance est là, prête à satisfaire nos besoins et à combler nos désirs, pourquoi s'acharne-t-on à la juguler en restreignant sa distribution par un système monétaire et financier qui n'est plus à sa mesure ?

Pour briser le cercle infernal des salaires et des prix, DUBOIN préconise une monnaie créée uniquement par l'Etat, dont le volume soit tel qu'il permette d'acheter toute la production, et qui soit totalement amortie par cet achat. Ce serait alors la fin de l'inflation, de la mévente, et la possibilité de distribuer un revenu social qui ne soit plus une aumône.

Le problème est là et rien que là. Comment créer cette monnaie, la renouveler après amortissement et comment la distribuer. Faut-il pour le résoudre abattre encore des bastilles, susciter des révoltes sanglantes, injurier, vilipender, dresser des classes les unes contre les autres ?

...DUBOIN disait très justement que nous devons édifier la nouvelle société selon nos principes comme on construit une nouvelle gare sans perturber la marche des trains. Et c'est parce que nous n'avons pas su dresser les plans capables de tenir compte de ces impératifs que nous continuons à passer pour des utopistes, à flirter avec des révolutionnaires d'un autre âge et que nos rangs s'amenuisent au profit de formations politiques qui naissent plus réalistes que nous.

En perdant de vue ce qui fait notre originalité, nous faisons figure de Don Quichotte attaquant des moulins à vent en vociférant dans le désert contre un régime que certains appellent encore « capitalisme » et auquel nous avons donné le nom de « Salaires-Prix-Profit »...

DUBOIN a eu le grand mérite de nous donner une analyse inattaquable des causes de ce qu'on appelait autrefois « la crise » et qu'on appelle aujourd'hui l'inflation, la mévente et le chômage. Cette analyse l'a conduit à dresser un schéma mathématique d'une société idéale laissant aux politiques le soin de la réaliser par étapes...

Devons-nous nous constituer en parti politique aux fins de réaliser nous-mêmes nos idées sans ambiguïté ? C'est peut-être une hypothèse à envisager.

En tout cas, même si nous ne devons nous contenter que d'une action de propagande, il nous faut impérativement mettre au point un plan-étape : suppression des impôts de toute sorte, création d'une monnaie naissant avec la production et s'amortissant avec la consommation, d'un service

social capable d'effacer cette honte qu'est le chômage et de donner au mot retraite son vrai sens de relève de l'homme par la science, dans la dignité, sans restriction et à la mesure des progrès techniques.

L'auteur de ces lignes a été, non seulement un des premiers adeptes de Jacques Duboin, mais aussi son « fils spirituel » des plus dynamiques. Il le lui a confirmé encore à la veille de sa mort en présence de Madame EUVRARD, notre si dévouée administrateur. C'est dire qu'il ne saurait trahir une amitié constante de plus de quarante ans en faisant les propositions qui vont suivre.

Jacques DUBOIN restera dans l'histoire le philosophe de la révolution de l'ère de l'abondance, comme Karl Marx a été celui de la révolution du règne de la rareté. C'est maintenant une œuvre semblable à celle d'un Lénine qu'il nous faut accomplir pour réaliser ses idées, mais sans faire appel à la violence et sans tomber dans l'erreur qui l'a conduit à la NEP.

Aux vieux slogans éculés tels « la révolution sera l'œuvre des prolétaires »... et autres balivernes d'un autre âge, il nous faut en substituer de nouveaux tels « la monnaie doit être créée par la production, à sa mesure et ne servir qu'à l'acheter »...

...Notre action consiste évidemment à diffuser les œuvres de notre « père spirituel », mais aussi à en étudier les applications pratiques...

En attendant l'élaboration d'un plan-étape qui ne peut être l'œuvre que d'une commission ad hoc, notre action peut prendre un éclat certain en se limitant provisoirement à des manifestations contre toutes les atteintes à l'abondance et à la dignité de l'homme.

« La Grande Relève » peut les souligner, mais ce n'est pas suffisant. Le M.F.A. doit se mobiliser pour éditer des affiches, organiser des meetings, descendre s'il le faut dans la rue pour stigmatiser les auteurs de toutes les destructions de richesses, les gaspillages d'énergie, etc...

Ces campagnes nous attireront des ennemis puissants, mais aussi des amis en nombre, et ce nous fera plus pour nous faire connaître et pour promouvoir nos idées, que tous les écrits et conférences platoniques qui sont notre seul lot depuis trop longtemps.

Où la publication de « La Grande Relève » doit être poursuivie, mais elle doit devenir un organe, non seulement d'initiation, mais aussi de propagande et de combat au service d'un groupement d'action qui ne peut plus être le M.F.A., ni le M.S.A., ni la lique pour le droit au travail, mais un Rassemblement pour une Economie d'Abondance dans la Liberté, dont les initiales REAL début du mot réaliser serait déjà tout un programme.

Une décentralisation s'impose et des sections ou même de simples cellules doivent se constituer sous l'impulsion des anciens qui se contentaient

de cotiser par fidélité à Duboin mais que le rabâchage ou la mixtion hétéroclite de ces derniers temps ne stimulaient plus.

Il est essentiel de diffuser l'œuvre de notre Président-Fondateur, car cette étoile polaire doit constamment nous orienter, mais nous ne devons pas nous contenter de l'admirer, nous devons nous en servir pour diriger notre vaisseau jusqu'à sa base de lancement.

Le numéro de juillet de « La Grande Relève » laissait à penser qu'un nouveau schisme nous

menace une fois de plus. De son vivant, Jacques DUBOIN a su en préserver son journal dont les lecteurs lui sont restés fidèles contre vents et marées. C'est donc autour de « La Grande Relève » et de ses lecteurs que le mouvement doit se poursuivre.

Ceci résume non seulement ma position, mais aussi celle de nombreux camarades que j'ai pu contacter ou qui faisaient partie de notre section algérienne.

Jean CARLESSE

...J'ai regretté qu'on ait donné toute la place à « Tous Ensemble » dans La Grande Relève, car des articles rédigés par les camarades Dieudonné, Meurisse, Dubois, etc... étaient tout de même très intéressants.

L'expérience « Tous ensemble » me semble un échec.

Quelle audience a, en fin de compte, obtenue le M.F.A. parmi les contestataires ? Combien estiment possible et valable l'Economie Distributive ?

Je me suis rendu compte que les jeunes sont aussi déformés que les anciens sur les problèmes économiques...

Ceux qui voudraient réellement changer la société commettent la même erreur que les moralistes, religieux et philosophes. Ils demandent que les hommes changent de mentalité pour que la société soit meilleure, sans chercher à comprendre que l'homme plongé dans l'ambiance d'une société de profit ne peut pas être honnête, bon, généreux, malgré lui, parce qu'un simple réflexe d'autodéfense individuelle l'oblige à gagner toujours plus d'argent pour vivre, forcément au détriment d'autrui...

Un petit nombre essaie de concevoir une société basée sur l'absence de profit, mais se fourvoie dans la création de petites colonies, genre hippies, non viables et sans portée pratique sur l'ensemble de la société. Ces colonies ne sont qu'un retour en arrière, au lieu de permettre une production moderne au service de l'homme...

Que des adhérents du M.F.A. agissent sur d'autres fronts pour essayer de disloquer la société capitaliste, pour des raisons stratégiques ou tactiques (!), ce n'est tout de même pas au M.F.A. de soutenir financièrement ces associations. Il n'est pas assez riche pour ces propres besoins !

...Il ne faut pas dire que ceux qui se contentent de donner de l'argent ne font rien ; c'est déjà primordial d'avoir le plus possible de ressources financières si l'on veut être efficace. Si les donneurs d'argent ne peuvent rien faire d'autre, c'est déjà beaucoup, car supprimer une somme sur ses besoins personnels prouve qu'on tient à ce que le M.F.A. vive. Or, en général, les adhérents ne se contentent pas de donner de l'argent, même s'ils ne vendent pas La Grande Relève dans la rue, ils participent aux discussions avec une vision des phénomènes économiques et sociaux différente de celle du public, même s'ils n'étaient pas l'Economie Distributive à tout bout de phrase, ils amènent les interlocuteurs à envisager autrement les opinions ou les faits...

...Le camarade Pizzoli a un langage pondéré et du bon sens, je regretterais qu'il quitte le M.F.A...

Il ne faudrait pas que le Mouvement ne soit dirigé que par des exaltés comme le sont beaucoup de groupes gauchistes, car cela le desservirait.

Mitterrand a plus d'impact que Marchais justement parce qu'il est pondéré alors que l'autre est exalté.

...Je vous prie d'excuser une missive aussi longue, mais je ne pouvais pas rester passif après avoir lu et relu certains articles du n° 737 de la Grande Relève. Si le seul espoir qu'est l'Economie Distributive disparaît, l'écoeurement que provoque la société capitaliste (d'Est en Ouest) ne laisse la place qu'à des idées de suicide.

André TARDIEU, Grenoble.

...Enfin La Grande Relève va redevenir le journal de Jacques Duboin.

Il va s'adresser aux causes et non aux effets qui ne font qu'égarer les lecteurs au détriment de la vérité. C'est ce que m'a appris le « Patron ». Mes félicitations.

R.L., Amboise.

...Il est navrant de constater qu'une organisation péniblement créée par un Homme, se trouve dirigée différemment lorsque cet homme demande le relais et que sa ligne idéologique est déviée à son décès.

J'avais trouvé bizarre de modifier :

— le M.F.A. Je ne vois pas l'intérêt de changer le sigle.

— La Grande Relève. Il ne me semblait pas, non plus, utile de changer le titre...

J'ai apprécié vos articles.

« Pour réfléchir », m'amène à vous soumettre quelques lignes qui répondent — en partie — à votre suggestion que je trouve excellente. Les syndicats auraient bien dû y penser depuis belle lurette...

La rédaction d'un questionnaire peut être demandée, pour une part, aux G.S.E.D. (intersyndicale).

Il y a des entreprises très complexes, telle la S.N.C.F.... Difficulté : beaucoup d'inertie dans le personnel exécution et incompréhension dans l'encadrement. Je m'en suis rendu compte en avançant l'idée de grève de gratuité. Comme ce n'est pas un thème syndical, la base craint la hiérarchie et la hiérarchie... a peur du Pouvoir...

Quelques éléments C.F.D.T. seraient compréhensifs, mais leur Centrale les entraîne.

Voilà les réflexions que m'a inspirées le n° 737.

R.D., Yerres.

...Bravo et Merci...

Au reçu du n° 737, j'ai eu le réflexe dont malheureusement j'avais pris l'habitude, de le mettre de côté

(depuis plusieurs mois, j'étais, ainsi que mes camarades, très déçu de son contenu).

Mais sous la bande d'expédition, j'ai aperçu « Le Testament de Jacques Duboin ». Aussitôt je me suis mis à sa lecture.

J'ai été très ému et heureux, les agissements de Charles Lorient ne m'ont qu'à moitié étonné, j'avais écrit au Président qu'il était malheureux qu'autour de lui beaucoup voyaient le trône à prendre et oubliant la chaire. (Lettre que d'après ce que j'ai lu avait dû être lue par Lorient lui-même).

Le Président en effet était pour nous le phare et il avait le pouvoir, avec simplicité, de nous expliquer ce qui nous paraissait bien au-dessus de nos possibilités, ...aussi avons-nous été profondément touchés de sa disparition et bien désolés de voir la déviation que prenait le journal.

...Chaque fois que j'ai eu l'honneur de le recevoir, bien modestement, à la maison, à l'occasion de réunions qu'il présida à St-Nazaire, son contact humain, sa simplicité, sa gentillesse envers ma famille (ma femme et mes 7 filles) nous avaient profondément touchés. Aussi, après avoir envisagé de cesser la lecture de La Grande Relève, vous imaginez la joie et l'espoir que nous apporte ce numéro.

Bravo encore et merci. Le Président peut être fier et content. Courage.

J.H., Saint-Nazaire.

...Votre cher Papa a dû partir heureux de savoir que vous preniez le flambeau. Ci-joint un chèque de 1 000 francs pour vous aider.

Je souhaite longue vie à la Grande Relève et quoique n'étant pas capitaliste puisque non imposable sur le revenu, je ferai toujours tout mon possible pour aider à sa parution.

Veuillez prier M. Pizzoli de conserver son poste. Il ne doit pas y avoir de défection, et surtout conserver son droit de contrôle. Pas de plein pouvoir sans surveillance.

M., Amélie-les-Bains.

Ces lettres, ainsi que de multiples témoignages, nous montrent que très nombreux sont les adeptes de l'économie distributive qui avaient mis leur zèle en veilleuse depuis plusieurs années.

Tous ont un point commun : ils se réclament de leur amitié envers mon Père et de leur attachement à sa pensée.

A l'heure où les problèmes économiques occupent tous les esprits, il apparaît plus que jamais nécessaire d'unir tous ceux qui ont compris et veulent faire savoir que ces problèmes ne peuvent avoir qu'une solution, celle proposée par Jacques DUBOIN.

C'est pourquoi l'idée me vient de leur proposer de se réunir en une **Association Jacques DUBOIN** dont le but serait d'éclairer les esprits sur les problèmes économiques au moyen de l'enseignement de J. Duboin.

L'intérêt de cette association, c'est qu'elle pourrait rassembler tous ceux qui veulent encore faire entendre sa voix, sans discrimination d'âge ou d'opinion, et qu'elle pourrait regrouper aussi bien des individus que des mouvements déjà constitués.

Qu'en pensent les lecteurs du journal ?

LECTURES

Voici un livre, « Une Suisse au-dessus de tout soupçon » par J. Ziegler (au Seuil), que quiconque prétend savoir ce qu'est le capitalisme devrait avoir lu. Il est édifiant. Sans les références citées, qui, elles, sont au-dessus de tout soupçon, beaucoup seraient tentés de croire les chiffres exagérés.

On y apprend que le peuple suisse, constitué par seulement 0,03 % (trois pour dix mille) de la population mondiale se classe au second rang parmi les peuples les plus riches du monde. Il détient même le premier marché mondial de l'or et de la réassurance, il est la troisième puissance financière de la planète.

La patrie du coucou est aussi celle des « seigneurs de la finance » qui, grâce à leurs 4 000 banques contrôlent des sommes dix fois supérieures au budget de la Confédération. Les bénéfices réalisés en 1974 par trois de ces banques s'élèvent à 517 millions de francs suisses, c'est-à-dire plus de cent milliards de nos anciens francs. La Suisse abrite 447 sociétés multinationales contrôlant 1 456 filiales (dont la société responsable de la catastrophe récente de Seveso).

L'impérialisme suisse joue le rôle de receleur en recueillant les capitaux étrangers, leur permettant ainsi d'être soustraits au fisc de leurs pays d'origine et bien qu'une telle exportation soit interdite. Le Portugal a perdu ainsi, entre avril 1974 et avril 1975, plus d'un milliard d'escudos. Plus de 15 milliards de dollars

fuyant l'Italie ont été déposés à Lugano entre 1964 et 1974. « Environ 400 000 Français possèdent un compte numéroté en Suisse, soit « plus de 390 milliards de nouveaux francs » ; (répartis entre un million de chômeurs, cela ferait 39 millions d'anciens francs pour chacun d'eux), etc., etc... L'ex-empereur d'Ethiopie, Haïlé Sélassié fit transférer des centaines de milliers de kilos d'or pendant des dizaines d'années. Le Honduras connu en 1974 une situation difficile à cause de transferts massifs des profits de l'oligarchie déposés dans les banques étrangères, notamment suisses, installées à Panama. Tandis que les peuples vietnamiens et cambodgiens vivaient une agonie terrifiante, le Général Thieu et le Maréchal Lon-Nol essayèrent de faire parvenir en Suisse 16 tonnes d'or... et y parvinrent probablement.

Mais toutes ces transactions sont couvertes par le secret bancaire, qui, lui, est sérieusement réglementé et préservé. Ainsi depuis des décennies, le gouvernement de la République de Saint-Domingue essaie-t-il, en vain, de récupérer les quelques 500 millions de dollars « transférés » par les fils de l'ancien dictateur Trujillo. Des centaines de familles juives ne parviennent pas à retrouver ce que des parents ont déposé en Suisse au moment de la montée du nazisme. Le gouvernement algérien ne peut pas toucher le « trésor du F.L.N. », les 50 millions de francs suisses des cotisations des travailleurs algériens déposés à la banque commerciale arabe de Genève par Khidder.

Ziegler montre ensuite comment les capitaux en fuite servent au « financement des entreprises les plus aventureuses et les plus lucratives d'une mince oligar-

chie ». La destruction de ce système « non seulement n'affecterait pas l'économie suisse mais... rendrait une partie de leurs chances de vie à des dizaines de millions d'hommes... ». Son rôle dans l'étranglement lent et méthodique du peuple chilien apparaît avec logique et clarté.

Ce livre est une source de documentation pour qui voudrait montrer par quel mécanisme l'impérialisme capitaliste impose ses modèles politiques aux peuples du Tiers Monde. « La dette des pays en voie de développement a pris des dimensions astronomiques... Ces tendances apparaissent dans les chiffres des crédits à l'exportation suisse pour 1970 : de nouveaux crédits furent accordés, d'une valeur de 97 millions de francs, tandis que 250 millions de francs faisaient le trajet retour (Tiers Monde-Suisse), représentant les intérêts des crédits antérieurs. Les remboursements ne sont pas inclus dans ces chiffres. »

Dans sa conclusion, Ziegler nous rejoint parfaitement : « L'impérialisme répand ses ravages à travers le monde à une vitesse effrayante. Ici et là, le seul moyen d'en guérir est l'aide concertée d'hommes et de femmes décidées à briser le règne du capital et de la marchandise, d'abolir la misère et le mensonge et de

transformer leurs vies défigurées en un destin collectif chargé de sens ».

Cette étude sérieuse, résultat d'un long travail remarquablement documenté, nous conforte donc dans l'idée que le système économique prime tout... hélas ! N'en déplaise à certains écologistes.

M.-L. D.

ABONNEMENT A « LA GRANDE RELEVÉ »

C'est uniquement au Compte Chèque Postal LA GRANDE RELEVÉ - n° 13402.39 PARIS que devront être versés les abonnements et les dons pour la souscription permanente « Pour que vive « La Grande Relève ».

Tarif des abonnements annuels

France	30,00 F
Etranger	35,00 F
Abonnement de soutien	55,00 F

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

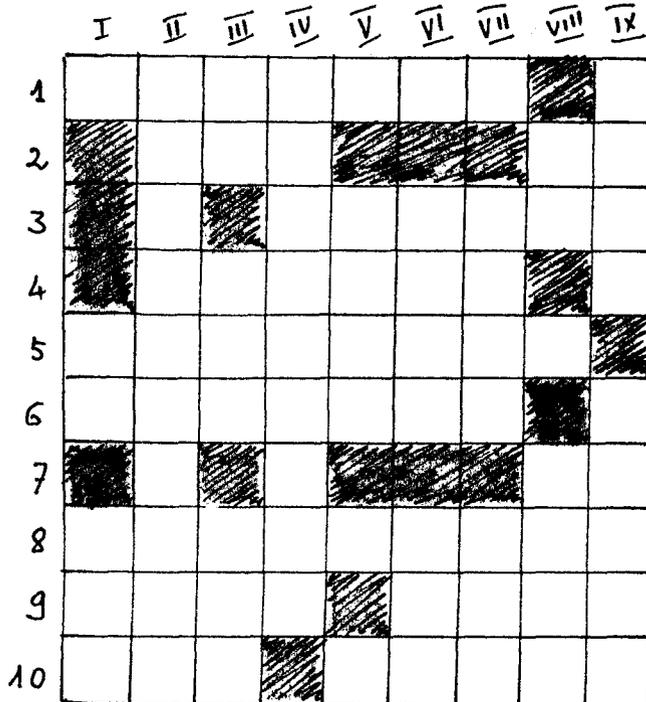
LA GRANDE RELEVÉ

88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

LES MOTS CROISÉS

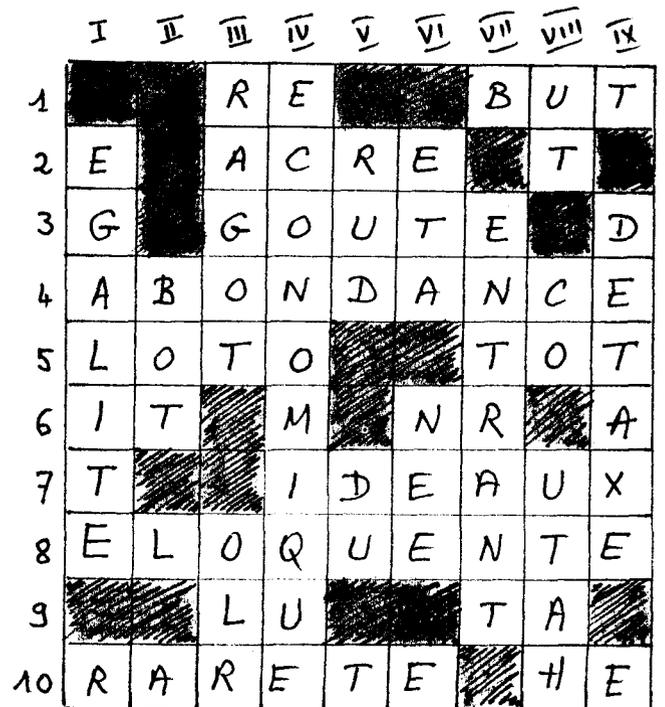
HORIZONTALEMENT :

1. Loisir gâché — 2. Désigne l'école de beaucoup de nos brillants (!) technocrates — Dans la gamme — 3. Facteur non négligeable — 4. Dans le genre de Kou l'Ahuri — 5. Comme les épaulettes de nos officiers généraux — 6. Sert de fond à certains sièges — 7. Doublé, se laisse avoir — 8. Chancelleras — 9. Son écorce sert à fabriquer la glu — Sert à équilibrer — 10. Sigle d'une grande école — Les abonnés ne veulent pas l'être.



VERTICALEMENT :

- I. Sigle d'une économie inadaptée à nos moyens — Produit surtout dans l'Asie des moussons — II. Résultat d'une mauvaise assurance — III. Responsable de bien des maux — Il faut parfois un certain don pour le dire bien — Passés sous silence — IV. A côté, mais souvent sur le bon chemin — V. Attira l'attention — VI. Retourné, incommodé — Le dernier fut sec — VII. On put en attraper plus d'une cet été — Niveau de bien des bols — VIII. A réclamer — Avertissement — IX. Prétention — Contribuent à la réputation d'Ispahan.



SOLUTION DE LA GRILLE DU N° 737

Qu'est-ce que « LA GRANDE RELEVÉ » ?

La « Grande Relève des Hommes par la Science » fut fondée en 1935 par Jacques DUBOIN pour diffuser ses idées sur l'économie. Les nations industrialisées comptaient alors plus de 33 millions de chômeurs secourus ; au même moment, les marchés, les magasins et les entrepôts regorgeaient de denrées alimentaires et de marchandises de tous genres qu'il était impossible de vendre avec bénéfice.

Pour donner du travail aux chômeurs, les Gouvernements passèrent de fortes commandes d'armements. En même temps, ils achetèrent — aux frais des contribuables — les excédents agricoles pour arrêter la baisse des prix. Ils stockèrent ainsi, chaque année, d'énormes quantités de céréales, de lait, de beurre, de vin, de viande, de riz, de pommes de terre, etc., dont une partie était exportée à vil prix ou simplement détruite. Tous les prix ne cessèrent de monter ainsi que les impôts. La seconde guerre mondiale mit provisoirement fin à la crise des années 30 qu'il avait été impossible de résorber.

La « Grande Relève » dénonça cette lutte absurde contre une prétendue « surproduction », alors que l'abondance faisait sa première apparition dans le monde.

Pendant la guerre et l'occupation, la « Grande Relève » cessa de paraître : la pénurie avait mis fin à la mévente. Mais la « Grande Relève », dès la Libération, affirma que, malgré les ruines accumulées, l'Abondance tarderait bien peu à ressusciter.

En effet, on se plaint bientôt à la fois de la mévente et de récoltes « excédentaires ». Les Gouvernements « assainissent » à nouveau les marchés et stockent d'énormes quantités de denrées alimentaires. Les magasins regorgent de marchandises que les industriels fabriqueraient en plus grandes quantités si l'on pouvait les vendre. La production des armements est encore plus intensive qu'autrefois, mais ils sont plus meurtriers et toujours plus coûteux. Prix et impôts n'ont pas cessé d'augmenter aussi bien sous la Quatrième République que sous la Cinquième. Une troisième guerre mondiale, nucléaire cette fois, va-t-elle éclater ?

La Grande Relève observe :

1°) Que l'abondance est l'heureuse conséquence des prodigieux progrès techniques du XX^e siècle. Des machines puissantes, actionnées par des énergies prises dans la nature, remplacent toujours plus de travail humain. Il suffit de réfléchir une minute pour comprendre qu'il y a là une contradiction tragique, dès l'instant que le travail, avec le gain qu'il procure, est souvent le seul moyen d'obtenir les produits nécessaires à la vie ;

2°) Que grâce à ces progrès techniques, les hommes font la conquête des loisirs qui sont un grand bienfait de la civilisation ;

3°) Que si l'on détruisait les machines, comme quelques étourneaux le proposent encore, les neuf dixièmes de la population seraient condamnés à mourir de faim et de froid ;

4°) Que la production des richesses tend à devenir toujours plus automatique : des produits s'accumulent en même temps que les campagnes se désertent et que les usines se dépeuplent. Des travailleurs sont licenciés, d'autres ne travaillent que quelques jours par semaine ; beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas d'embauche, et le travailleur qui, à 40 ans, perd son emploi, est dans la quasi-impossibilité d'en découvrir un autre : on le trouve trop vieux...

5°) Qu'en conséquence, le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs est en baisse, **mais, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre.** Le retard dans la construction des logements tient à l'impossibilité pour beaucoup de locataires de payer un loyer assez élevé pour que la construction soit « rentable », et de nombreux propriétaires n'ont même plus les moyens d'entretenir leurs immeubles dont beaucoup risquent de s'effondrer.

6°) Que promettre de créer les emplois dont les hommes ont besoin pour vivre est une énorme absurdité. On n'a jamais créé que ceux que réclament la production et la distribution, et le progrès consiste à en supprimer le plus possible. L'Etat ne crée que ceux dont les services publics ont besoin, car les autres seraient des sinécures. Au reste, qu'est-ce qu'il importe à un pays de posséder : des produits ou des emplois ? Evidemment des produits : en conséquence, ce n'est pas le plein emploi des hommes qu'il faut réaliser, c'est le plein emploi des machines.

7°) Que, pendant la guerre, on détruit à la fois les travailleurs et les produits : pour faire le mal, on n'a jamais trop de soldats, ni trop de bombes, **et l'on ne manque jamais d'argent.**

La Grande Relève prouve :

1°) Que tant que l'on maintiendra le régime actuel des salaires-prix-profits, les désordres sociaux continueront de s'aggraver et l'on assistera au spectacle scandaleux de la misère dans l'abondance. On rêvera d'exporter les « excédents » de produits, sans réfléchir que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Belges, etc., rêvent aussi d'exporter les leurs : aurait-on déjà oublié le cri de Hitler : **Exporter ou mourir !**

2°) Que les prix et les impôts ne cesseront jamais de hausser, ni la monnaie de se déprécier.

3°) Que la confusion, le mécontentement, la décadence gagneront tous les milieux sociaux. Hantés par leurs difficultés matérielles dues le plus souvent au manque d'argent, beaucoup de Français ont peur de l'avenir. **Or, ils n'ont jamais disposé d'autant de possibilités physiques pour assurer le bien-être et la sécurité dans tous les foyers !**

ELLE INDIQUE LA SOLUTION

C'est : L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

APPELEE ENCORE L'ECONOMIE DES BESOINS
ELLE REPOSE SUR LE PRINCIPE QUE TOUT CE QUI EST UTILE ET MATERIELLEMENT POSSIBLE
DOIT ETRE REALISE

La production des richesses est « planifiée », ce qui consiste à orchestrer les efforts : ceux qui qui sont inutiles disparaissent et ceux qui sont utiles sont coordonnés en vue du plus grand rendement obtenu avec le minimum de peine.

Cette planification est confiée aux techniciens dont c'est le métier : ils obéissent aux directives du gouvernement, lequel est sous le contrôle des représentants de la Nation. L'économie distributive ne fait disparaître aucun de nos **droits politiques**, mais elle les complète des **droits économiques de l'homme** sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui, car, **pour vivre « libre », il faut avoir de quoi « vivre » !**

Le travail devient « Service Social »

Le travail nécessaire pour assurer les services publics et la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'outillage, son extension et son perfectionnement) revêt la forme d'un Service Social accompli par roulement, comme aujourd'hui le service militaire. Personne ne peut s'y soustraire à moins d'être infirme ou idiot.

Au lieu de réduire la journée de travail, ce qui entraînerait souvent la réduction de la journée de travail des machines, c'est la carrière active du travailleur qui diminue à mesure que les techniques font de nouveaux progrès. La carrière active commence beaucoup plus tard, ce qui permet de prolonger la scolarité et l'éducation de la jeunesse : la carrière active se termine beaucoup plus tôt, pour que chacun puisse bénéficier de bienfaits loisirs permettant à chacun de se livrer à l'occupation de son choix, délivré de l'angoissant problème du pain quotidien.

La durée du Service Social varie selon la nature des tâches à accomplir. Elle diminue jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi.

La distribution est assurée par le « Revenu Social »

Les citoyens des deux sexes ont droit chacun, leur vie durant, à un **Revenu Social** représentant leur part d'usufruit dans le gigantesque patrimoine culturel accumulé par les générations dont ils sont les héritiers. Toutes les découvertes scientifiques et leurs applications techniques sont en effet l'œuvre collective d'innombrables travailleurs et chercheurs, tacitement associés pour l'amélioration continue de la condition humaine.

Le **Revenu Social** est payé par l'Etat en « monnaie de consommation » qui peut être le franc actuel à condition de n'être plus thésaurisable. Cette monnaie ne sert ainsi qu'une fois, son rôle étant de faire passer la production des biens à la consommation. A remarquer que notre franc est déjà « monnaie de consommation » pour les millions de Français qui n'ont pas les moyens d'épargner : en économie distributive, l'épargne devient inutile, le Revenu Social étant versé jusqu'à la mort du bénéficiaire devenu rentier viager.

Le **Revenu Social** donne aux consommateurs les moyens de choisir librement les produits et les services qu'ils désirent, car ils ne leur sont pas imposés. Au contraire, la manière dont ils dépensent leur Revenu Social constitue un référendum permanent signalant les correctifs dont la planification a besoin ; un peu comme l'analyse des billets vendus aux voya-

geurs permet à la S.N.C.F. de modifier les horaires et de répartir le matériel roulant.

Le **Revenu Social** est déterminé chaque année en fonction de la production des biens de consommation et des services. Plus ils grandissent, plus le **Revenu Social** augmente.

Le **Revenu Social** apporte à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

Grâce au **Revenu Social**, l'homme, débarrassé des soucis matériels de l'existence, a le moyen de cultiver son esprit et **l'avenir des siens étant assuré**, il peut mourir en paix.

Observations :

1°) L'Economie distributive est l'aboutissement logique de l'économie dite des **salaires-prix-profits** qui repose sur les échanges. Mais à une production de masse ne peut correspondre qu'une consommation de masse, laquelle exige la distribution.

Le **Revenu Social** est déjà timidement amorcé, puisque des millions de Français reçoivent déjà, à des titres divers (allocations chômage, familiales, vieillesse, etc.), des sommes pour lesquelles ils ne fournissent pas de travail ; le gouvernement, sous le nom de Plan, tente une ébauche de planification : le franc, comme toutes les monnaies du monde, n'a plus aucune valeur intrinsèque : il n'a que la valeur des biens et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais le pouvoir d'achat distribué n'est pas encore calculé sur la production des biens de consommation et des services, c'est-à-dire à la fois sur le travail des hommes et sur celui des machines.

C'est conserver les usages de l'économie artisanale, autrement dit les rênes et le fouet pour conduire un véhicule dont le cheval s'est transformé en moteur toujours plus puissant.

2°) Toutes les critiques adressées à l'économie distributive émanent de gens incapables d'expliquer en quoi elle consiste. Ils prétendent que ce serait un régime totalitaire, celui de l'encasernement, du « bon de pain » et même de l'asservissement à quelque tyran particulièrement malfaisant.

La réponse est facile : **une tyrannie ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et incultes ; jamais un dictateur n'asservira des hommes instruits, jouissant du bien-être matériel et vivant sans aucun souci du lendemain.**

Ceux à qui l'Economie Distributive ne plaît pas sont libres d'en imaginer une autre.

Jacques DUBOIN

LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE

Ne vous inquiétez pas ! Malgré les apparences et en dépit des bruits qui courent, nous ne manquons pas de sucre.

La baisse des cours mondiaux du sucre s'est poursuivie cette semaine. Les prix ont même cassé leur plus bas niveau depuis trois ans.

La récolte de l'an dernier a été largement excédentaire. La nouvelle campagne sera elle aussi marquée par un important surplus.

La production mondiale pour la campagne qui a commencé le 1^{er} septembre 1976 est estimée à 87,6 millions de tonnes contre 82,3 millions l'an dernier.

Et si, pour vous, les prix augmentent, ce ne sera pas parce que le sucre est rare mais parce que certains se sucent !

J.-P. M.

PROPAGANDE



Des lecteurs ont l'heureuse idée de faire envoyer à quelques amis, une documentation sur l'Abondance et l'Economie Distributive. Il convient pourtant de choisir comme destinataires des gens susceptibles de faire l'effort nécessaire pour s'y intéresser.

A cette intention, nous avons constitué un colis ainsi composé :

RARETE ET ABONDANCE
(J. Duboin)

LE DROIT DE PROPRIETE ET L'EGLISE (Chanoine Monin)

POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ?
(Duboin)

DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE (Duboin)

LIBERATION (Duboin)

L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE.

Prix : 55 F, frais d'envoi compris.

RUSTICA

est le guide de celui qui entend
cultiver INTELLIGEMMENT son jardin

HEBDOMADAIRE :

12, rue Blaise Pascal, 92201 NEUILLY

France un an : 100 F
(52 N°)

Etranger un an : 133 F
(52 N°)

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LE PECHE ORIGINEL

Cette brochure de Jacques Duboin parut en 1949. Elle fut retirée de la circulation à la demande de notre grand ami feu le Chanoine Monin qui n'admettait pas que l'Eglise fût l'objet d'un article de presse. Mais d'éminentes autorités religieuses nous ayant affirmé que ce livre ne contenait pas une seule phrase pouvant heurter une conscience religieuse, nous le remettons en vente. (3 francs + 2,20 F de frais d'envoi).

- » **Après avoir lu ce journal**
- » **Donnez-le à lire aux jeunes**
- » **qui veulent construire leur avenir.**

Tout changement d'adresse
doit être accompagné de
la somme de 2,50 F et
d'une bande d'abonnement